



écologie

Des outils pour une croissance verte

P.V. (st.)

Mis en ligne le 15/07/2010

Le **Bureau fédéral du Plan** a examiné deux indicateurs environnementaux. Ces indicateurs pourraient permettre de “verdier” la croissance économique.

Si le concept de croissance verte a tendance à être repris à toutes les sauces, de réelles avancées sont parfois enregistrées. Le dernier exemple, en date du 7 juillet dernier, est la publication, par le **Bureau fédéral du Plan (BFP)**, de deux études visant à examiner la pertinence de deux indicateurs environnementaux : l’empreinte écologique et un nouvel outil reliant la consommation des ménages avec leur impact sur l’environnement. Principale conclusion des deux études : la nécessité d’affiner ces outils, en particulier l’empreinte écologique, en améliorant les systèmes de calcul et de collecte de données, encore trop imprécis et parcellaires.

Qu’entend-on exactement par indicateurs environnementaux ? *"Ce sont des outils de mesure, qui s’attachent à collecter et éventuellement synthétiser un grand nombre d’informations environnementales, de la même manière que le PIB (Produit intérieur brut) permet de synthétiser des données économiques"* selon Nadine Gouzée, coordinatrice des deux études.

Ces indicateurs sont l’objet de nombreuses études internationales cherchant à améliorer la mesure du développement, en ajoutant les aspects sociaux et environnementaux à la seule mesure économique. Les plus connus de ces travaux sont l’étude de la [Commission européenne](#) "Le PIB et au-delà" ainsi que le rapport Stiglitz, commandé en 2008 par le président français [Nicolas Sarkozy](#). L’un des objectifs de la Commission Stiglitz était de montrer les limites du PIB comme indicateur de développement.

Le PIB est un outil développé au lendemain de la deuxième guerre mondiale, lorsqu’un consensus se dessinait sur un objectif de croissance économique. De nombreux auteurs critiquent aujourd’hui cet outil, inadapté selon eux aux nombreux problèmes sociaux et environnementaux actuels. Selon Nadine Gouzée, *"il faut progresser vers une perception plus*

équilibrée des progrès de la société et recentrer les indicateurs vers davantage de social et d'environnemental". Le dernier rapport fédéral sur le développement durable démontrait ainsi, exemples à l'appui, "la nécessité de combiner un grand nombre d'indicateurs pour mesurer les avancées en matière de développement durable".

Le rapport fédéral examinait un total de 88 indicateurs. Les deux études du **BFP** se contentent d'étudier plus en détail deux d'entre eux. L'empreinte écologique tout d'abord, définie par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) comme *"la surface biologiquement productive dont une population humaine a besoin pour produire les ressources qu'elle consomme et absorber les déchets qu'elle génère"*. Ou plus simplement, selon Natacha Zuinen, auteur de l'étude sur l'empreinte écologique, *"la pression exercée par une population sur son capital environnemental"*, l'état de ce capital étant mesuré par la "biocapacité".

Les deux indicateurs sont exprimés dans une unité conventionnelle de surface, l'hectare global. La comparaison entre l'empreinte écologique et la biocapacité indique si la population d'une région donnée est en situation de déficit ou de réserve écologique. Avantage selon le BFP: cet indicateur agrégé est particulièrement parlant et il peut situer l'information dans une perspective mondiale. Une image souvent utilisée est ainsi de calculer le nombre de planètes nécessaires pour appliquer le mode de vie de telle ou telle population à l'ensemble de la population mondiale. Exemple dans le cas des américains : 5 planètes. Principaux défauts, toujours selon l'étude du BFP : *"l'imprécision du concept et de ses bases scientifiques ainsi que la qualité des systèmes de calculs et de collecte des données, non liés aux comptes nationaux"*.

La seconde étude du **BFP** examine la pression environnementale exercée par différentes tranches de populations belges selon leur niveau socio-économique. L'idée étant ici de relier des données sur le budget des ménages, datant de 2002, avec des données sur la consommation d'énergie et la pollution de l'air. L'étude démontre l'influence de facteurs structurels et comportementaux sur les niveaux de pression sur l'environnement. Exemple : les populations rurales consomment de manière générale plus de produits pétroliers, car ils se déplacent davantage en voiture et ne disposent pas d'un réseau de gaz naturel aussi dense qu'en ville. Au niveau comportemental, l'étude démontre que des ménages aisés exercent une pression souvent plus élevée sur l'environnement que d'autres couches socio-économiques.

Un avantage de cet outil est que les données environnementales sont cette fois basées sur les "comptes satellites environnementaux", contrairement aux indicateurs d'empreinte écologique. Liés aux comptes nationaux, ces comptes satellites permettent d'après le BFP d'accroître la fiabilité de l'outil. Même si ce type d'outil est encore très expérimental et les données parcellaires, il permet néanmoins, d'après Jean-Maurice Frère, co-auteur, *"de lier pour la première fois en Belgique des données sociales et environnementales. Cela pourrait constituer un outil particulièrement intéressant et novateur dans le cadre d'une politique fédérale de développement durable plus intégrée"*.

Beaucoup de travail reste néanmoins à faire, la collecte de données et leur synthèse statistique étant relativement peu développée en Belgique par rapport à d'autres pays européens. Autre chantier, aussi sinon plus vaste, les changements de mentalités. Le titre de l'étude de la Commission européenne, "Le PIB et au delà", est à ce titre lourd de sens en réaffirmant la primauté du PIB. Ne faudrait-il pas, à l'image d'institutions plus audacieuses, s'interroger sur un "au-delà du PIB" ?